



Fondation
David
Suzuki

LES SOLUTIONS SONT DANS NOTRE NATURE



Focus Canada 2013

Opinion publique canadienne sur les changements climatiques

Dans le cadre de son programme permanent de recherche sur l'opinion publique, Focus Canada, l'Environics Institute a travaillé en partenariat avec la Fondation David Suzuki cet automne pour sonder les Canadiens sur l'enjeu des changements climatiques afin d'établir si leurs perceptions avaient évolué (ou non) au cours des douze derniers mois. L'enquête téléphonique a été menée auprès d'un échantillon de 2 003 Canadiens entre les 1^{er} et 17 octobre 2013. La marge d'erreur d'un tel échantillonnage de la population est de plus ou moins 2,2 % 19 fois sur 20.

Contexte

De nombreuses personnes considèrent que le réchauffement planétaire ou les changements climatiques représentent le défi le plus urgent que l'humanité est appelée à relever, mais – encore aujourd'hui – les médias grand public ne portent pas une grande attention au phénomène et nous sommes toujours en attente d'une quelconque politique concertée, que ce soit en Amérique du Nord ou ailleurs, et ce, malgré que les régimes climatiques deviennent de plus en plus imprévisibles, voire violents, à l'échelle mondiale. C'est pourtant une conséquence du changement climatique prédite par les scientifiques. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a récemment rendu public son dernier rapport, lequel présente des preuves scientifiques des plus convaincantes ainsi que de nouvelles prévisions relatives aux conséquences futures du changement climatique en termes de perturbations de l'environnement et de bouleversements sociaux et économiques pouvant en résulter.

À l'heure actuelle, quelle est l'opinion publique canadienne sur le problème des changements climatiques? Les Canadiens ont-ils perdu intérêt ou demeurent-ils préoccupés et réclament-ils des mesures musclées pour contrer le phénomène? L'Environics Institute for Survey Research a travaillé en partenariat avec la Fondation David Suzuki pour à nouveau sonder l'opinion publique sur les changements climatiques dans le cadre de son programme permanent de recherche sur l'opinion publique Focus Canada. Focus Canada est le plus ancien programme national de recherche sur l'opinion publique au pays. Aujourd'hui, il s'agit d'une initiative d'intérêt public qui produit des données crédibles, indépendantes et soutenues relatives à l'opinion publique sur des enjeux importants aux yeux des Canadiens.

L'enquête comprenait des questions servant d'indicateurs clés de l'opinion publique sur divers aspects des changements climatiques. Ces questions étaient tirées d'une étude multiintérêts (le Baromètre canadien sur l'environnement) que mène Environics Research Group depuis 2007. Environics Research a rendu publiques les données conjoncturelles relatives à ces questions aux fins de comparer les conclusions de cette dernière enquête à celles d'enquêtes antérieures menées depuis 2007 (année où les changements climatiques ont pesé lourd aux échelles nationale et internationale).

Conclusions

Une majorité de Canadiens sont sensibilisés à la réalité de l'évolution rapide du climat attribuable à l'activité humaine, et la proportion de ceux qui croient en l'irrémédiableté des preuves scientifiques a légèrement augmenté au cours de la dernière année. (Cependant, cette proportion demeure inférieure au niveau record enregistré en 2007, année où les changements climatiques étaient la nouvelle question brûlante.) Par contre, les Canadiens éprouvent de la difficulté à établir une association entre ce phénomène général et des conséquences

environnementales précises comme la fonte de la glace de mer et l'intensification de la violence des tempêtes, et ce, malgré les récentes inondations majeures dans le centre de l'Alberta et à Toronto.

Rares sont les Canadiens ayant une bonne compréhension des politiques efficaces de lutte contre les changements climatiques, mais la plupart des Canadiens soutiennent qu'il est possible de faire quelque chose pour contrer ce phénomène et que les obstacles sont davantage le manque de volonté politique et l'opposition de la population que l'absence réelle de solutions. De plus, une forte majorité de Canadiens pensent que leur province pourrait délaissier les combustibles fossiles au profit de sources d'énergie renouvelable plus propres pour satisfaire ses besoins énergétiques. En 2011, le portrait était sensiblement le même.

Encore aujourd'hui, la population s'attend à ce que les gouvernements assument le leadership en matière des changements climatiques et ne croit pas que la solution réside en des mesures volontaires prises par l'industrie et les consommateurs. Cependant, la confiance des Canadiens en leurs gouvernements lorsqu'il est question de lutte contre les changements climatiques a baissé considérablement au cours de la dernière année, renversant ainsi la tendance à la hausse observée depuis 2008.

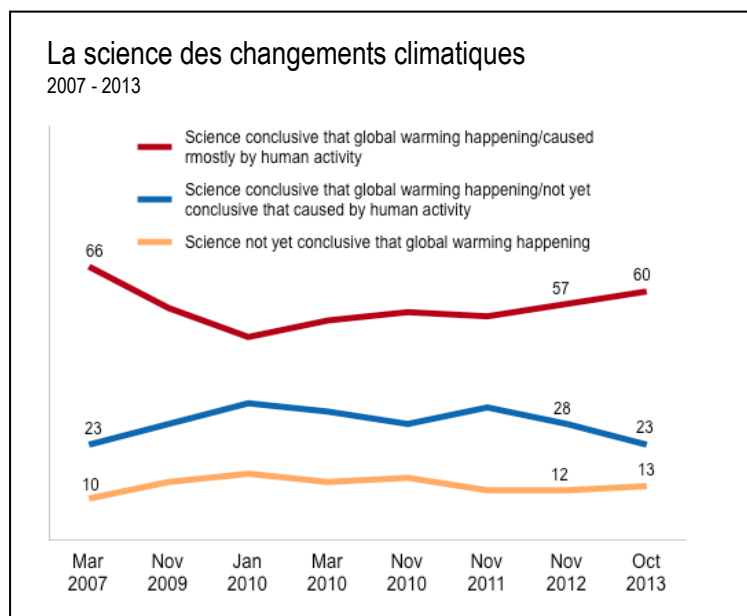
Les conclusions générales sur les perceptions des Canadiens à l'égard des changements climatiques sont sensiblement les mêmes d'un bout à l'autre du pays. Cependant, comme dans le passé, il existe des divergences d'opinions relativement prévisibles selon la région, le niveau de scolarité et l'affiliation à un parti politique fédéral. Les Québécois, les Canadiens titulaires d'un diplôme universitaire et les Canadiens qui appuient un parti de l'opposition au fédéral prennent les changements climatiques plus au sérieux, tandis que les résidents des Prairies et les sympathisants du Parti conservateur fédéral ont tendance à être plus sceptiques (p. ex., par rapport à l'irréfutabilité des preuves scientifiques, aux conséquences environnementales et au rôle du gouvernement dans la lutte contre les changements climatiques).

Science des changements climatiques

Aujourd'hui, six Canadiens sur dix croient que l'activité humaine est responsable des changements climatiques. Ce pourcentage a légèrement augmenté au cours de la dernière année et s'inscrit dans une tendance à la hausse observée depuis 2010. Ceux qui ne sont pas encore convaincus de l'irréfutabilité de la science demeurent divisés quant à l'urgence d'agir sans plus tarder. Plusieurs soutiennent qu'il serait plus prudent d'attendre d'en connaître plus avant d'intervenir.

Les changements climatiques sont-ils une réalité? Comme c'est le cas depuis 2007, année où la première enquête fut menée, une majorité de Canadiens (60 %) croient que les preuves scientifiques sur l'existence des changements climatiques sont concluantes et que les changements climatiques sont attribuables principalement à l'activité humaine. Ce pourcentage a augmenté légèrement au cours des 12 derniers mois et atteint maintenant son niveau le plus élevé depuis le printemps 2007.

Près d'un Canadien sur quatre (23 %) affirme que les changements climatiques sont réels, mais n'est pas d'avis que la science prouve hors de tout doute que l'activité humaine en est la principale cause (en baisse de cinq points depuis 2012). Par ailleurs, plus d'un Canadien sur dix (12 %) continue de mettre en doute les preuves scientifiques (ce pourcentage

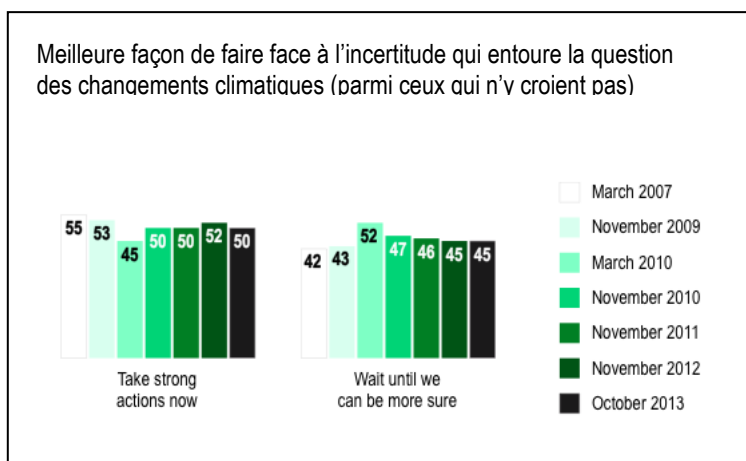


n'a pratiquement pas changé depuis 2007).

Comme dans le passé, les opinions divergent dans une certaine mesure d'une région à l'autre du pays. C'est au Québec (66 %) et dans le Canada atlantique (65 %) où la croyance en la science des changements climatiques est la plus répandue. Suivent l'Ontario (61 %) et la Colombie-Britannique (59 %). Le niveau de croyance est le plus faible au Manitoba et en Saskatchewan (52 %) ainsi qu'en Alberta (47 %, dont 17 % mettent en doute la réalité des changements climatiques). Depuis 2012, le nombre de Canadiens habitant l'Ontario ou les provinces atlantiques qui croient en l'irréfutabilité des données scientifiques augmente considérablement, tandis qu'il est en baisse au Québec.

Le niveau de scolarité demeure le plus fort prédicateur de la croyance en l'existence des changements climatiques, bien que l'écart se soit rétréci au cours des douze derniers mois étant donné que de plus en plus de Canadiens n'ayant pas obtenu un diplôme d'études postsecondaires partagent maintenant cette croyance. De plus, les opinions varient selon une tendance prévisible selon l'affiliation à un parti politique fédéral : la croyance en la science est plus répandue parmi les sympathisants du NPD (76 %) et du Parti Vert (79 %). Suivent les sympathisants du Bloc Québécois (70 %) et du Parti libéral (69 %). À l'opposé, seulement quatre partisans du Parti conservateur sur dix (41 %) partagent cette croyance, comparativement à 24 % qui mettent en doute les changements climatiques. Parmi les Canadiens qui ne sont affiliés à aucun parti, 54 % croient en la science et 12 % sont sceptiques. Au cours de la dernière année, le niveau de croyance en la science a augmenté légèrement au sein de tous les groupes, à l'exception de celui des sympathisants du Bloc Québécois.

Faire face à l'incertitude. Les Canadiens qui ne sont pas convaincus de la réalité scientifique des changements climatiques demeurent divisés quant à la meilleure façon de faire face à l'incertitude qui entoure la question. La moitié (50 %) de ce groupe continue à croire que nous devons prendre des mesures musclées dès maintenant pour réduire la probabilité de matérialisation du pire scénario possible (par rapport à 52 % en 2010), tandis que 45 % soutiennent qu'il vaudrait mieux attendre d'avoir des preuves plus convaincantes quant aux éventualités avant d'agir (pourcentage inchangé).



Les Québécois, les femmes, les Canadiens plus jeunes ainsi que les sympathisants du Parti Vert affichent une préférence plus élevée d'agir maintenant, contrairement aux résidents de la Saskatchewan et de l'Alberta, aux Canadiens sans diplôme d'études secondaires ainsi qu'aux sympathisants du Parti conservateur.

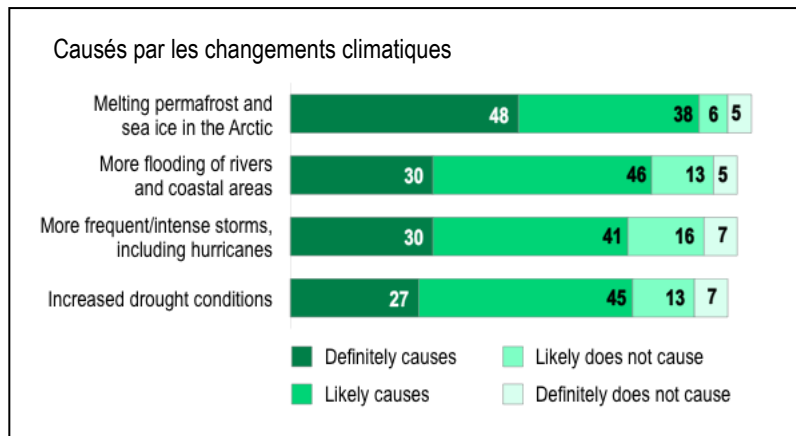
Impacts environnementaux des changements climatiques

La plupart des Canadiens croient que les changements climatiques provoquent des changements environnementaux comme la fonte de la glace de mer, l'augmentation de la fréquence des inondations, l'intensification de la violence des tempêtes et l'augmentation de la fréquence des sécheresses. Cependant, le niveau de certitude concernant ces changements diminue depuis 2008.

Les opinions sur la réalité et l'ampleur des changements climatiques reposent probablement en grande partie sur les impacts qu'a ce phénomène sur les régimes climatiques et les conditions environnementales. À l'instar des conclusions d'enquêtes antérieures, une forte majorité de Canadiens croient que les changements climatiques

soient au minimum une cause probable de quatre impacts environnementaux précis au Canada. Par contre, une minorité de moins en moins nombreuse est convaincue de ces impacts.

Près de huit répondants sur dix croient que les changements climatiques soient la cause certaine (48 %) ou probable (38 %) de la fonte du pergélisol et de la glace marine dans l'Arctique. La population est quelque peu moins susceptible de considérer les changements climatiques responsables de l'augmentation de la fréquence des inondations des zones riveraines et côtières (76 %), de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des tempêtes (71 %) ou de l'augmentation de la fréquence des sécheresses (72 %) au Canada.



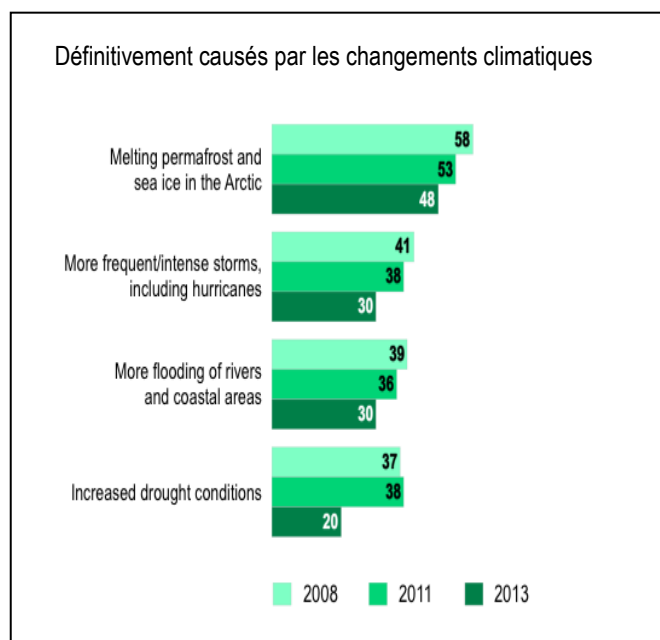
Dans tous les cas, la croyance que les changements climatiques sont la cause certaine de ces impacts environnementaux est la plus répandue parmi les Québécois et les Canadiens titulaires d'un diplôme universitaire. Cependant, elle est la plus faible parmi les résidents des Prairies et les sympathisants du Parti conservateur.

Bien que les Canadiens soient de plus en plus nombreux à arriver à la conclusion que les changements climatiques sont un phénomène réel qui résulte de l'activité humaine, leur niveau de certitude concernant les conséquences de ce phénomène sur l'environnement a fléchi au cours des dernières années. Pour chacun des quatre impacts environnementaux nommés, le pourcentage de ceux qui croient qu'il résulte certainement des changements climatiques est en baisse depuis 2011. De plus, dans trois des quatre cas, la tendance à la baisse remonte à 2008.

Cette tendance à la baisse se manifeste d'un bout à l'autre du pays. La baisse du nombre de Canadiens qui croient que les changements climatiques soient responsables de l'augmentation de la fréquence des sécheresses est la plus marquée dans le Canada atlantique, tandis que c'est en Ontario où les perceptions quant aux effets des changements climatiques sur la fonte du pergélisol et de la glace de mer ainsi que sur l'intensification de la violence des tempêtes ont diminué le plus.

L'association entre les changements climatiques et l'augmentation de la fréquence des inondations des zones riveraines et côtières est moins ancrée depuis 2011 en Saskatchewan et à l'est de cette province, tandis qu'elle est légèrement plus ancrée en Colombie-Britannique et en Alberta.

En dépit des pires inondations jamais enregistrées dans leur province plus tôt cette année, les Albertains (25 %) demeurent moins susceptibles que d'autres Canadiens d'affirmer que l'augmentation de la fréquence des inondations résulte certainement des changements climatiques. Pour ce qui est du reste des Canadiens, ils affirment que c'est un résultat probable des changements climatiques (40 %) ou encore que cela ne résulte probablement/certainement pas des changements

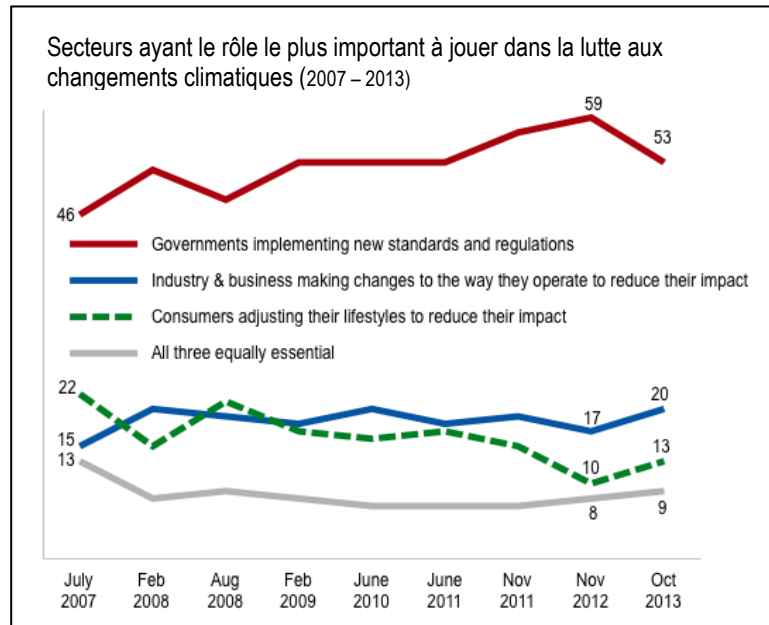


climatiques (30 %).

Secteur ayant le rôle le plus important à jouer dans la lutte contre les changements climatiques

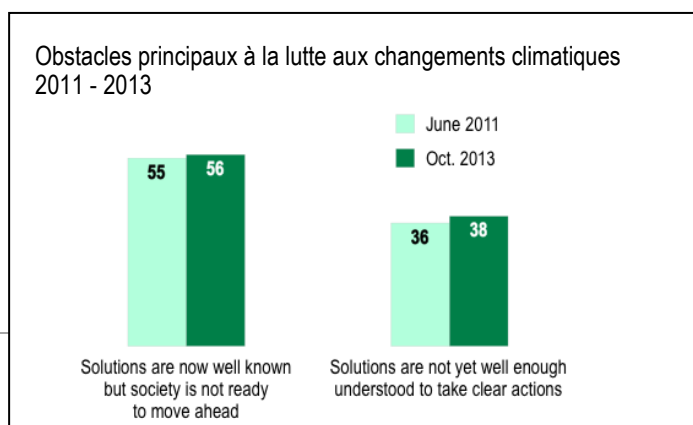
Les Canadiens persistent à croire que la lutte contre les changements climatiques dépend d'abord et avant de l'adoption de normes et de règlements par les gouvernements plutôt que de mesures volontaires prises par l'industrie ou les consommateurs. Cependant, la confiance en le leadership du gouvernement a fléchi considérablement au cours des douze derniers mois.

Vers qui le public se tourne-t-il pour revendiquer des mesures musclées de lutte contre les changements climatiques au Canada? Au cours des six dernières années, les Canadiens se sont tournés principalement vers les gouvernements pour l'adoption de nouvelles normes et de nouveaux règlements, et c'est une tendance à la hausse depuis 2011. Cependant, au cours des douze derniers mois, la confiance du public en le leadership du gouvernement dans la lutte contre les changements climatiques a baissé de façon marquée (s'établissant à 53 %, en baisse de six points de pourcentage). Ce niveau de confiance s'établit maintenant au même niveau qu'il était en juin 2011.



Par comparaison, les Canadiens demeurent beaucoup moins susceptibles d'affirmer que la lutte contre les changements climatiques dépend principalement de nouveaux investissements de l'industrie (20 %) ou encore de modifications par les consommateurs de leur mode de vie (13 %). Cependant, ces deux pourcentages sont en légère hausse par rapport à 2012. Encore aujourd'hui, près d'un Canadien sur dix (9 %) croit fermement que les trois mesures sont d'importance égale dans la lutte contre les changements climatiques au pays.

La baisse du niveau de confiance en les gouvernements comme joueurs de premier plan dans la lutte contre les changements climatiques se manifeste à l'échelle du pays entier, exception faite du Canada atlantique (64 %), où les appuis des mesures gouvernementales sont à la hausse depuis 2012. La majorité des Canadiens qui croient en l'importance du rôle que doivent jouer les gouvernements se trouve dans le Canada atlantique (64 %) et à Montréal (65 %) ainsi que parmi les Canadiens âgés de 18 à 29 ans (60 %) et les sympathisants d'un parti de l'opposition au fédéral. À l'opposé, dans les Prairies (44 %) ainsi que parmi les sympathisants du Parti conservateur fédéral (37 %), cette opinion est la moins répandue. Le reste des Canadiens sont très divisés à savoir si c'est aux consommateurs ou à l'industrie d'agir impérativement.



Obstacles à des solutions

Les Canadiens persistent à croire que le principal obstacle dans la lutte contre les changements climatiques soit le manque de volonté politique et l'opposition publique plutôt que l'absence réelle de solutions au problème.

Selon la perception des Canadiens, quel est le principal obstacle dans la lutte contre les changements climatiques? Comme c'était le cas en 2011, une majorité (56 %) soutient que les solutions sont bien connues, mais que la société n'est pas encore prête à les mettre en œuvre. En revanche, 38 % soutiennent que les solutions ne sont pas encore assez bien documentées pour justifier la prise de mesures musclées. Ces pourcentages demeurent sensiblement inchangés depuis juin 2011.

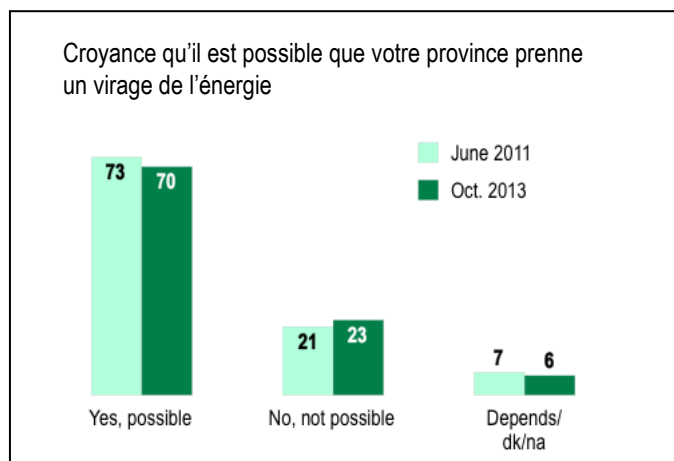
La perception que le principal obstacle est la réticence de la société se manifeste principalement au Québec (62 %) et dans le Canada atlantique (62 %) de même que parmi les Canadiens titulaires d'un diplôme universitaire (64 %), les 18 à 29 ans (66 %) et les sympathisants du NPD (74 %). Cette perception est la moins partagée par les résidents des Prairies (46 %) de même que les Canadiens sans diplôme d'études secondaires (46 %), les 60 ans et plus (46 %) et les sympathisants conservateurs (42 %).

Depuis 2011, la croyance que la réticence de la société représente le principal obstacle a augmenté légèrement en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan, tandis qu'elle a baissé dans le Canada atlantique et en Alberta (où les opinions sont maintenant également divisées entre les deux points de vue). Au cours de cette même période, l'écart s'est également creusé entre les niveaux de scolarité et les groupes d'âge : les Canadiens plus jeunes et plus instruits sont aujourd'hui plus nombreux à considérer la réticence de la société comme le principal défi, tandis que les Canadiens plus âgés et moins instruits sont moins enclins à partager cette opinion.

Virage vers l'énergie renouvelable

Selon une forte majorité de Canadiens, il serait possible pour leur province d'abandonner les combustibles fossiles au profit de sources d'énergie renouvelable pour répondre aux besoins énergétiques.

Étant donné que l'utilisation de combustibles fossiles produit énormément de gaz à effet de serre, les sources d'énergie renouvelable – ou « verte » – comme l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la biomasse sont aujourd'hui activement développées d'un bout à l'autre du pays. Malgré l'exploitation accrue des sources d'énergie renouvelable, la contribution potentielle de ces sources pour réduire la dépendance des combustibles fossiles fait toujours l'objet de débats entre les gouvernements, l'industrie et des représentants d'organismes sans but lucratif. Cependant, la population canadienne est optimiste quant au potentiel de l'énergie renouvelable pour assurer un avenir durable.



Sept Canadiens sur dix (70 %) croient que leur province pourrait prendre le virage de l'énergie renouvelable (énergie éolienne, énergie solaire et biocarburants) pour délaisser les combustibles fossiles et répondre à la plupart des besoins énergétiques. Près d'un sur quatre (23 %) ne croit pas que cela soit possible, tandis qu'une faible minorité (6 %) ne peuvent formuler une opinion sur la question. Ces résultats sont sensiblement inchangés depuis juin 2011.

Une majorité de Canadiens sont optimistes à l'égard de l'avenir de l'énergie renouvelable; cependant, comme en 2011, on observe des différences marquées quant aux niveaux d'optimisme. La croyance en la faisabilité pour les provinces de prendre le virage vers l'énergie renouvelable demeure la plus forte au Québec (81 %) et la plus faible en Alberta (52 %). Au cours des deux dernières années, le nombre de Canadiens partageant ce point de vue a chuté considérablement dans le Canada atlantique (en baisse de dix points de pourcentage) et – dans une moindre mesure – dans les provinces des Prairies (en baisse de cinq points de pourcentage). En Ontario – où une vive controverse a entouré la mise en œuvre de la *Loi sur l'énergie verte* de la province –, les opinions demeurent stables : 68 % des Ontariens affirment que leur province est en mesure de prendre le virage vers l'énergie renouvelable.

À propos de l'Environics Institute for Survey Research

L'Environics Institute for Survey Research a été fondé par Michael Adams en 2006 pour faire la promotion de la recherche sur l'opinion publique et de la recherche sociale pertinentes et originales sur d'importants enjeux d'intérêt public et de progrès social. L'institut a pour mandat principal de sonder des particuliers et des groupes qui ne se font habituellement pas entendre et de poser des questions qui ne sont habituellement pas posées. Pour en savoir plus, visitez www.EnvironicsInstitute.org ou communiquez avec D^r Keith Neuman : 416 969-2457 ou keith.neuman@environics.ca.

À propos de la Fondation David Suzuki

La Fondation David Suzuki collabore avec des Canadiens de tous les horizons, ainsi qu'avec des gouvernements et des entreprises, pour protéger l'environnement et trouver des solutions durables aux problèmes environnementaux du Canada par la recherche scientifique, la sensibilisation et l'élaboration de politiques. Pour en savoir plus sur le travail de la Fondation David Suzuki dans la lutte contre les changements climatiques, visitez www.davidsuzuki.org/fr ou communiquez avec Ian Bruce, directeur, Science et politique : 604 732-4228 ou ibruce@davidsuzuki.org.